

Aux États-Unis, un nouveau plan de relance massif à destination notamment des ménages, dont la hausse des revenus en 2020 masque une situation contrastée

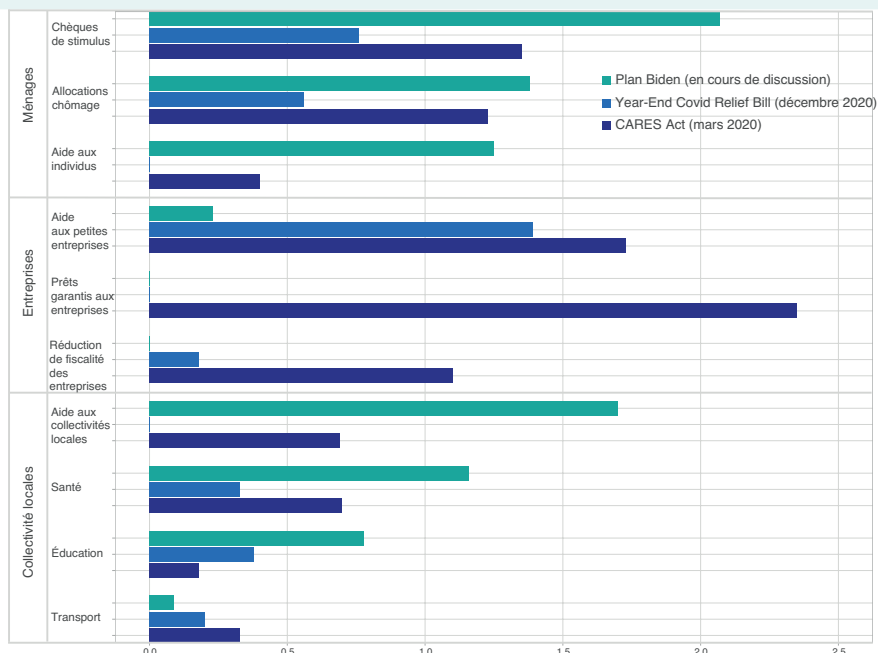
Aux États-Unis, après deux plans de soutien économique en réponse à la crise sanitaire et économique, la nouvelle administration s'apprête à exécuter un nouveau plan de relance. D'un montant global de 1 900 milliards de dollars, ce plan a pour objectifs le renforcement de la campagne de vaccination, un soutien économique aux ménages et aux chômeurs, et plus globalement une reprise économique rapide et solide. Si l'ampleur exceptionnelle de ce nouveau plan suscite un débat entre économistes, notamment par crainte d'un retour de l'inflation, la situation contrastée des ménages américains semble de fait justifier une aide accrue aux ménages les plus en difficulté, notamment en raison de prestations et d'aides sociales courantes plus réduites qu'en Europe.

Trois plans massifs forment le soutien budgétaire colossal mis en place par les États-Unis face à la crise sanitaire et économique

La réponse des États-Unis à la crise économique provoquée par l'épidémie de coronavirus comporte trois volets successifs (► **figure 1**). Le premier volet, le *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* (CARES Act), voté le 27 mars 2020, a représenté un stimulus budgétaire d'un montant de 2 200 milliards de dollars, soit environ 10 % du PIB, avec pour objectifs de soutenir les ménages et les entreprises. Il accordait notamment un chèque unique aux contribuables de 1 200 dollars par adulte, une assurance chômage sans précédent et une prise en charge des salaires versés par les entreprises par un programme de prêts, le *Paycheck Protection Program* (PPP). Avec l'expiration d'une partie de ces aides, un deuxième plan de relance s'est avéré nécessaire à

l'automne ; il fut longuement débattu entre la Chambre des Représentants démocrate et le Sénat républicain dans le contexte de l'élection présidentielle, avant d'être finalement acté fin décembre (*Year-End Covid Relief Bill*). D'un montant de 900 milliards de dollars (2,8 % du PIB), il comprenait notamment un nouveau chèque aux ménages de 600 dollars, une prolongation des allocations chômage et une nouvelle version du PPP. Considérant ce deuxième plan comme un « acompte », la nouvelle administration américaine a présenté un troisième plan de soutien budgétaire d'un montant total de 1 900 milliards de dollars (8,7 % du PIB), qui a été approuvé par la Chambre des Représentants et le Sénat, et devrait être promulgué rapidement par Joe Biden. Parmi les mesures en cours de discussion figurent le versement d'un chèque de 1 400 dollars aux contribuables, de nouvelles allocations chômage ou une augmentation de l'aide alimentaire. Des fonds sont également prévus

► 1. Le nouveau plan de relance est axé vers les ménages et les collectivités locales en % du PIB au T4 2019



Lecture : le montant des chèques de stimulus dans le plan Biden est de 2,1 % du PIB, soit 450 milliards de dollars.
 Note : les montants du plan Biden ne sont pas définitifs en raison des négociations en cours au Congrès.
 Sources : Congressional Budget Office, Committee for a Responsible Federal Budget

Conjoncture internationale

pour renforcer la campagne de vaccination, soutenir les collectivités locales en difficulté et permettre la réouverture des écoles et universités.

La hausse du revenu global des ménages masque une situation très contrastée

La discussion d'un troisième plan de relance orienté vers les ménages peut susciter des interrogations au regard de l'évolution du revenu disponible brut des ménages en 2020. En effet, celui-ci a bondi de +10,0 % au deuxième trimestre, sous l'effet du CARES Act notamment, avant de légèrement reculer au second semestre, augmentant de +7,2 % sur l'ensemble de l'année par rapport à 2019. En conséquence, et compte tenu de la baisse de la consommation, le taux d'épargne des ménages a fortement progressé, passant de 7,5 % du revenu disponible brut en 2019 à 16,2 % en 2020. Comptablement, ce surcroît d'épargne des ménages pourrait suffire à relancer la consommation une fois la reprise économique effective, sans soutien budgétaire supplémentaire. Cette hausse du revenu des ménages masque toutefois une situation contrastée à l'échelle microéconomique, notamment parce que les prestations et aides sociales aux États-Unis n'amortissent en général pas suffisamment les conséquences des crises pour un certain nombre de ménages, nécessitant alors une intervention supplémentaire envers ces ménages.

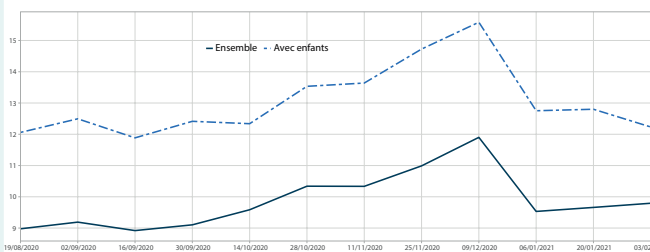
La nouvelle administration américaine justifie en effet la nécessité d'un nouveau plan de relance par la situation actuelle des ménages les plus pauvres aux États-Unis, notamment pour la dizaine de millions de chômeurs supplémentaires (► [éclairage sur l'évolution du taux de chômage dans les pays occidentaux](#)). En effet,

d'après une enquête du *Census Bureau* visant à mesurer auprès des ménages les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire (*Household Pulse Survey*, menée de façon bimensuelle depuis août 2020), près de 10 % des Américains enquêtés déclaraient début 2021 ne pas avoir toujours suffisamment à manger, proportion qui monte à 12,5 % pour les ménages avec enfants (► [figure 2](#)). Cette enquête montre une augmentation de l'insuffisance alimentaire entre la fin août et la fin de l'année 2020, puis une baisse début 2021, qui pourrait notamment être liée aux versements des aides issues du deuxième plan de relance. Une telle causalité justifierait la nécessité d'un nouveau soutien aux ménages les plus défavorisés. De même, environ un Américain sur trois déclare éprouver des difficultés pour subvenir aux dépenses courantes de son foyer (► [figure 3](#)) ; cette courbe présente le même profil que celle des insuffisances alimentaires, à savoir une augmentation progressive à l'automne puis une décline avec la nouvelle année et la mise en œuvre du deuxième stimulus budgétaire.

L'argent versé aux ménages en janvier est utilisé de manière conforme aux objectifs du soutien budgétaire

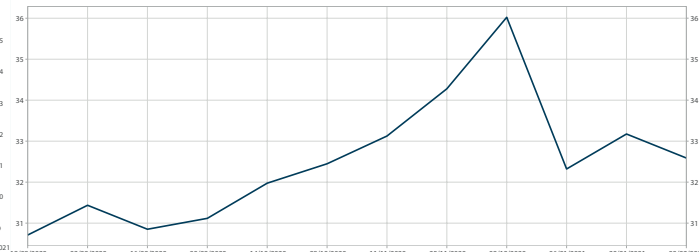
Cette enquête *Household Pulse Survey* interroge également les ménages sur l'usage qui est fait des montants reçus du stimulus budgétaire au mois de janvier. Parmi les 60 % des enquêtés ayant répondu que l'un des membres du foyer avait reçu un paiement du stimulus au cours des sept derniers jours, la moitié déclare l'avoir majoritairement utilisé pour rembourser des dettes, un quart l'avoir majoritairement épargné et un quart l'avoir majoritairement dépensé (► [figure 4](#)). L'enquête montre que les usages varient en fonction du niveau du revenu du foyer recevant l'aide financière : les

► 2. Environ 10 % des enquêtés déclarent ne pas avoir toujours suffisamment à manger en %



Lecture : pour la période d'enquête entre le 20 janvier et le 1^{er} février, 9,7 % des enquêtés répondent « parfois » ou « souvent » ne pas avoir eu suffisamment à manger au cours des sept derniers jours.
Source : Household Pulse Survey, Census Bureau

► 3. Plus de 30 % des enquêtés déclarent éprouver des difficultés pour payer les dépenses courantes en %



Lecture : pour la période d'enquête entre le 20 janvier et le 1^{er} février, 33 % des enquêtés répondent avoir des difficultés moyennes ou élevées pour subvenir aux dépenses du foyer.
Source : Household Pulse Survey, Census Bureau

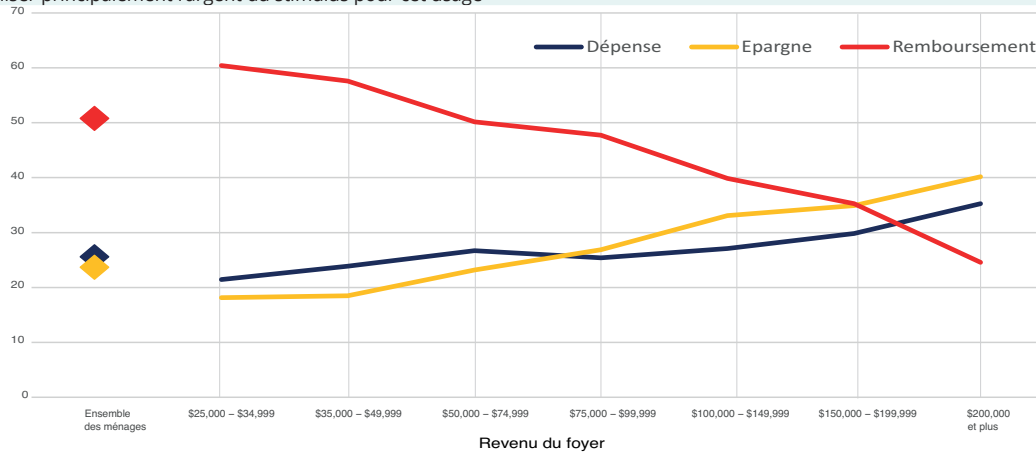
ménages aux revenus les plus faibles ont une tendance bien plus élevée à utiliser principalement cet argent pour effectuer des remboursements. De manière plus détaillée, ces paiements semblent principalement utilisés pour effectuer des dépenses de première nécessité (nourriture, produits d'hygiène) ainsi que des dépenses contraintes (électricité, gaz, internet, remboursement de

dettes, loyer, emprunt, ► **figure 5**). Les autres types de dépenses apparaissent plus marginalement. Ces résultats doivent cependant être considérés avec précaution au vu de la forte non-réponse à cette question (environ 40 % de non-réponses), un biais existant vraisemblablement pour les enquêtés dont la réponse impliquerait qu'ils n'avaient pas besoin de recevoir cet argent supplémentaire. ●

Jules Baleyte

► 4. Les ménages utilisent l'argent du stimulus budgétaire de décembre de manière différente selon leur revenu

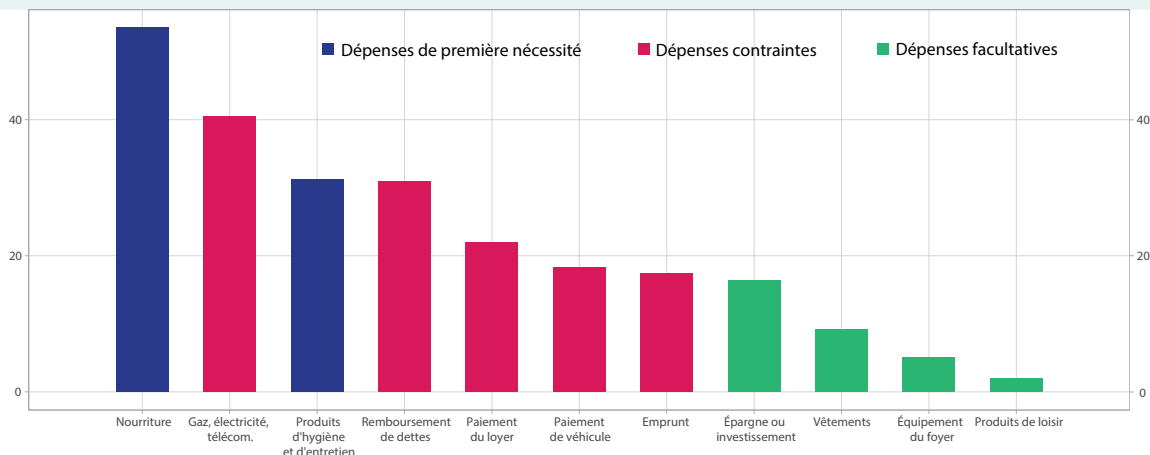
% répondant utiliser principalement l'argent du stimulus pour cet usage



Lecture : pour la période d'enquête entre le 20 janvier et le 1^{er} février, parmi les enquêtés recevant un paiement de stimulus ayant renseigné leur niveau de revenu, 60 % des enquêtés dont le revenu est inférieur à 34 999 \$ par an indiquent utiliser ce paiement principalement pour rembourser des dettes. Source : Household Pulse Survey, Census Bureau

► 5. En janvier, les ménages ont déclaré utiliser les montants issus du stimulus budgétaire principalement pour des dépenses de première nécessité ou contraintes

en %



Lecture : pour la période d'enquête entre le 20 janvier et le 1^{er} février, parmi les enquêtés ayant répondu à la question sur l'usage des paiements du stimulus, 54 % indiquent l'avoir utilisé pour acheter de la nourriture. Les enquêtés peuvent cocher plusieurs réponses. Source : Household Pulse Survey, Census Bureau